

Syrie “Le Tsunami arabe”, d’Antoine Basbous, est la meilleure clé pour comprendre les bouleversements au Maghreb et au Proche-Orient. Un maître livre dont voici quelques bonnes feuilles sur le régime syrien.

Comment Assad nous a trompés

Document présenté par FRÉDÉRIC PONS

Publié chez Fayard sous la plume d’Antoine Basbous, le directeur de l’Observatoire des pays arabes, *le Tsunami arabe* est la lecture qui s’impose pour comprendre les bouleversements en cours au sud et à l’est de la Méditerranée. Né dans la montagne chrétienne libanaise, Antoine Basbous est un observateur lucide, sans doute le premier analyste à clarifier le sens et les perspectives de ce “printemps arabe”. Il le fait avec précision et une grande

pédagogie, sans négliger les enjeux géopolitiques régionaux (Turquie, Israël, Iran). Cette mine d’informations se lit d’une traite. Nous en avons retenu ces bonnes feuilles sur la Syrie, dont le régime, entré en agonie, suscite encore bien des contresens et des interrogations.

Les coups portés à la France

“La France a longtemps été la victime des agissements des Assad père et fils. Rares sont les attentats, les assassinats, les enlèvements de Français au Liban qui n’aient pas été ordonnés ou parrainés par la Syrie, quoique tous aient été signés par des organisations fantoches censées dissimuler l’implication de Damas et de ses alliés. En 1981, l’assassinat de l’ambassadeur de France au Liban, Louis Delamare, a été perpétré à quelques mètres seulement d’un barrage syrien, au cœur de Beyrouth. Damas a toujours œuvré pour

l’élimination de l’influence française au Liban, afin d’avoir les coudées franches pour satelliser et vassaliser le pays du Cèdre. [...]

Si François Mitterrand a été amené à avaler sans trop rechigner les couleuvres syriennes au point d’accepter de se rendre à Damas, en novembre 1984, après l’assassinat de son ambassadeur et l’attentat contre le Drakkar (23 octobre 1983), Jacques Chirac a vu la Syrie à travers le prisme de son amitié – présumée intéressée – avec Rafic Hariri et sa descendance. Chirac avait intronisé Bachar comme futur successeur de son père en le recevant solennellement à l’Élysée en 1999, soit un an avant la disparition de Hafez el-Assad. Il fut le seul chef d’État occidental à se rendre aux funérailles du dictateur, dans l’espoir de jouer au tuteur de Bachar, alors âgé de 35 ans.

Finalement, le patrimoine génétique du jeune président alaouite l’a emporté : Bachar, fidèle aux enseignements alaouites, a fait à Chirac les promesses qu’il voulait entendre sans la moindre intention de les honorer, alors que la France tenait les siennes rubis sur l’ongle. Son président a fini par se rendre compte que Bachar se moquait de lui quand il chassa du pouvoir son protégé libanais Hariri.

S’estimant trahi, il frappa un grand coup diplomatique en scellant une réconciliation spectaculaire avec George W. Bush. [...] Ce fut la résolution 1559 [du Conseil de sécurité de l’Onu] de septembre 2004. [...] En substance, elle visait à empêcher le renouvellement anticonstitutionnel du mandat du président libanais pro-syrien Émile Lahoud, à désarmer les forces illégales de la milice du Hezbollah et les organisations palestiniennes, enfin à faire se retirer l’armée syrienne du Liban.”

Hariri humilié et assassiné

“Les menaces commencèrent à pleuvoir sur les adversaires de la politique syrienne au Liban. L’ancien ministre Marwan Hamadé, bras droit du chef druze Walid Joumblatt, échappa de peu à un attentat à la voiture piégée en octobre 2004. [...] Jacques Chirac somma alors les Syriens de ne pas attenter à la vie de ses amis Hariri et Joumblatt.

Voyant sans doute dans cette mise en garde une provocation et une ingé-

“Pour parvenir à leurs objectifs, les Alaouites ont deux piliers : la sincérité entre eux, le mensonge pour les autres.”



rence dans ses affaires intérieures, Assad convoqua, le 26 août 2004, Hariri, qui dut interrompre ses vacances en Sardaigne, pour lui intimer l'ordre de voter l'amendement constitutionnel qui permettrait à Lahoud de s'offrir un nouveau mandat. Il lui lança : « *Moi c'est Lahoud et Lahoud c'est moi. Si tu n'approuves pas avec ton groupe l'amendement, je ferai s'écrouler le Liban sur ta tête et sur celle de Walid Joumblatt !* » Avant d'ajouter : « *Si tu penses que Chirac et toi allez réussir à me sortir du Liban, vous vous trompez !* » Humilié et menacé, le premier ministre fut pris d'un fort saignement de nez provoqué par le climat plus que tendu de l'algarade. [...]

Pour Damas, il fallait donc éliminer le "complotteur" Hariri, qui avait pris le chemin de l'opposition au Liban. Son assassinat aurait été planifié entre les alliés régionaux : la Syrie, le Hezbollah et l'Iran. Ce 14 février 2005, quand Chirac apprit la nouvelle de la mort de son ami intime, il entra dans une colère noire. Il se rendit place d'Iéna, auprès de la veuve de Hariri, Nazek, pour la consoler et décida de partir à Beyrouth pour présenter ses condoléances à la famille et exprimer la détermination de la France à ne pas laisser le crime impuni."

Paris ferme les yeux

"Pour sa part, Nicolas Sarkozy rêvait de rompre avec la politique levantine de Chirac. Il partageait l'admiration de son entourage au ministère de l'Intérieur pour les capacités syriennes dans le renseignement et l'"expertise" en matière de terrorisme international. En outre, aucun chef d'État n'a envie de risquer les représailles de Damas. [...]

Dans l'euphorie du moment, Paris ferma les yeux sur la nature réelle du régime et sur les hommes avec lesquels la France allait devoir traiter. Assad engrangea des bénéfices immédiats, inespérés et sans contreparties substantielles de cette attitude : participation au lancement de l'Union pour la Méditerranée, en juillet 2008, aux côtés de plus de 45 chefs d'État et de gouvernement ; présence du Syrien à la tribune d'honneur place de la Concorde, pour le défilé du 14 Juillet, sans qu'il ait eu à prononcer un mot de repentance pour avoir fait tuer tant de Français, civils et militaires. [...]

Les Syriens voulaient compter sur la France pour écarter la menace du TSL [Tribunal spécial pour le Liban]. Ils firent dire à l'un des chefs de leurs ser-

en 2008).
Ce couple glamour fit croire à la réforme du régime de fer légué par Hafez el-Assad. Chirac et Sarkozy y crurent un temps.

vices spéciaux, à l'été 2008, au cours d'un appel téléphonique à Paris sur une ligne qu'ils savaient placée sur écoute : « *Si tout devait bien se passer, nous ferons en sorte qu'aucun terroriste de quelque origine que ce soit ne puisse nuire à la France.* » Message très significatif : c'était là reconnaître que la Syrie contrôle une partie du terrorisme international et laisser

supposer qu'elle était impliquée dans les précédents attentats dirigés contre la France et que, si elle ne les avait commandités, elle les avait du moins tolérés !

Malheureusement pour leurs partenaires, les Alaouites ne pratiquent pas le renvoi d'ascenseur, et moins que jamais quand on leur a tout cédé d'emblée. Fort d'avoir présidé à la réhabilitation internationale de la Syrie, Paris a souhaité jouer un rôle régional en intervenant dans les négociations de paix israélo-syriennes. Damas a froidement renvoyé la France dans ses buts et lui a fait savoir par la voix du président Assad, sur le perron de l'Élysée en novembre 2009, que, si elle souhaitait jouer un rôle, elle n'avait qu'à seconder les efforts de la Turquie ! >>>



dans sa descente en enfer, passer aux yeux des futurs vainqueurs – la majorité sunnite du pays – pour des affidés du régime déchu ?”

La cassette qui fait peur

“Pourquoi donc Mgr Raï a-t-il rompu avec tant d’éclat avec l’attitude traditionnelle des patriarches maronites, dont on dit que « la gloire du Liban leur a été confiée » ? L’explication exige un retour au temps où le général Ghazi Kanaan était le gouverneur réel du Liban (1982-2002), avant d’être rappelé en Syrie, puis nommé ministre de l’Intérieur et enfin “suicidé” dans son bureau en 2005.

Le patriarche maronite Béchara Raï. Antoine Basbous analyse en détail le ralliement du prélat libanais au régime syrien, au nom de la défense des chrétiens d’Orient.

Cet as du renseignement et de la subversion, connaissant les Libanais et leurs faiblesses, décida en 1998 de faire obstacle au patriarche Sfeir, qui rêvait d’indépendance et condamnait l’occupation syrienne. Il chercha à lui susciter des opposants au sein de l’Église maronite et approcha dans cette intention trois évêques : NNSS Émile Saadé, Youssef Béchara et Béchara Raï.

Les deux premiers allèrent se confier au patriarche, faisant échouer la tentative, mais Mgr Raï, flatté ou séduit, reçut

à maintes reprises Kanaan dans son évêché d’Amchit, à proximité de Byblos – lors d’une visite, il était accompagné d’une journaliste de la radio VDL. Ce fut là sans doute le moment choisi, sous couvert de sécuriser les lieux, pour installer discrètement un dispositif de micros et de caméras.

Quelques mois plus tard, à la suite d’une déclaration de Mgr Raï qui lui avait déplu, Kanaan convoqua le prélat à son QG d’Anjar. L’évêque s’y rendit la tête haute, mais, à sa stupeur, les reproches de son hôte s’achevèrent sur... des enregistrements clandestins captés à son insu dans les locaux de l’évêché. Leur contenu était sans doute ravageur, car Mgr Raï, effondré, en pleurs, annonça au maître chanteur qu’il se suiciderait s’il était divulgué, puis ne sortit plus de chez lui trois jours durant ! Ghazi Kanaan est aujourd’hui mort et enterré, mais la cassette est gardée bien au chaud dans les archives syriennes.”

Le Tsunami arabe, d’Antoine Basbous, Fayard, 384 pages, 19 €.

C’est alors que Nicolas Sarkozy comprend enfin, mais trop tard, qu’il s’est fait duper par son hôte. Dix jours après le déclenchement du “printemps syrien” réprimé dans le sang, sachant que ce régime n’a aucune intention d’engager des réformes qui conduiraient inéluctablement à sa perte, le président français réagit avec fermeté dans les enceintes internationales pour sanctionner le fourbe.”

La conversion du patriarche

“S’accrochant à toutes les branches à sa portée dans la tempête, Assad instrumentalise les communautés chrétiennes d’Orient pour qu’elles défendent son régime en Occident. [...] L’exploit est de taille : Assad a fait du chef de la principale Église chrétienne du Liban son avocat en Occident. Il n’a pourtant pas dû être aisé de convaincre un homme d’Église qui, mieux que

personne, sait que l’occupation syrienne de son pays a réduit les effectifs et laminé l’influence des communautés chrétiennes, leur faisant perdre l’essentiel de leur pouvoir et de leurs bases territoriales ! [...]”

Or, le miracle a eu lieu : le 5 septembre 2011, le nouveau patriarche maronite, Mgr Raï, en visite officielle à Paris, a plaidé la cause du dictateur syrien et du Hezbollah auprès du président Sarkozy ! [...] Je l’ai entendu avec stupeur nous réciter l’argumentaire de Damas quant à la « crainte d’une aggravation du conflit en Syrie pouvant déboucher sur une guerre civile et l’avènement d’un régime islamiste », au « danger d’émergence d’États confessionnels ». [...]

En associant le destin des chrétiens d’Orient à celui d’une dictature dont la chute est inéluctable, le patriarche les met en danger. Pourquoi devraient-ils, en accompagnant sur son conseil Assad